

Convention de mise à disposition du personnel communal auprès du syndicat mixte des ports du bassin d'Arcachon

ENTRE	la Commune d'Andernos-Les-Bains, représenté par Monsieur Jean-Yves ROSAZZA, Maire
ET	le syndicat mixte des ports du bassin d'Arcachon représenté par Monsieur Jean TOUZEAU, Président
VU	la délibération du Conseil Départemental de la Gironde en date du 17 Octobre 2016 validant le principe de création et d'adhésion du Département au syndicat mixte des ports du bassin d'Arcachon
VU	l'arrêté du 11 juillet 2017 portant création du Syndicat Mixte des ports du Bassin d'Arcachon
VU	la délibération actant le principe de création et d'adhésion de la Commune d'Andernos-Les-Bains au syndicat mixte des ports du bassin d'Arcachon en date du 15 Juin 2017
VU	la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment ses articles 22 et 114-IV
VU	le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L.5721-1 et suivants qui régit les syndicats mixtes ouverts ainsi que l'article L.5211-4-1
VU	la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale articles 61 à 63
VU	le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et EPA locaux articles 1 à 12

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Le personnel communal est mis à disposition, dans les conditions réglementaires en référence aux textes précités, auprès du syndicat mixte pour réaliser la gestion, l'aménagement, la police et l'entretien des ports dont il est responsable, ainsi que l'exploitation des infrastructures portuaires dédiées et des zones de mouillage, la tarification des services, et l'entretien des chenaux d'accès.

ARTICLE 2 : Les activités exercées par le personnel communal, telles que décrites dans les fiches de poste jointes à cette convention, recouvrent toutes missions dévolues au syndicat mixte : la gestion portuaire, l'entretien et la maintenance, la réalisation des travaux d'investissement ainsi que toutes les missions supports afférentes au fonctionnement du syndicat mixte.

A cet effet, 3 agents sont mis à disposition du syndicat mixte par la Commune d'Andernos-Les-bains et se répartissent de la manière suivante :

- filière technique, 2 agents (1 agent de catégorie B), (1 agent de catégorie C)
- filière administrative, 1 agent de catégorie C.

A ces agents, se rajouteront :

- 1 agent de catégorie C filière technique dès lors que sa situation administrative lui permettra

ARTICLE 3 : Le siège du syndicat mixte est implanté au domaine de Certes sur la commune d'Audenge. Il y accueille la direction du syndicat mixte, les secteurs en charge des opérations ainsi que du soutien et de la coordination. Le secteur gestion portuaire et la police portuaire sont pour leur part implantés dans les locaux de la Capitainerie de Gujan Mestras. Les agents portuaires de la structure sont positionnés dans les capitaineries des ports soutenus.

ARTICLE 4 : Les agents sont placés sous l'autorité du Directeur du syndicat mixte dont l'autorité hiérarchique repose sur l'application du régime de la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux.

Le Directeur est sous l'autorité du Président du syndicat mixte.

ARTICLE 5 : Les agents mis à disposition continuent à percevoir la rémunération (traitement indiciaire, supplément familial de traitement, indemnités et le cas échéant nouvelle bonification indiciaire, ainsi que les prestations d'actions sociales et des œuvres sociales bénéficiant au personnel communal) correspondant au grade qu'ils occupent.

Le syndicat mixte assure le remboursement de la rémunération et des cotisations sociales des agents communaux mis à sa disposition à compter du 1^{er} janvier 2018. Avant cette date et tant que le budget annexe de la commune dédié aux ports n'est pas transféré au Syndicat Mixte, ils restent rémunérés sur ce dernier.

En cas de réévaluation du régime indemnitaire à la demande du Syndicat Mixte, ce dernier prendra en charge la différence financière entre le régime indemnitaire actuel de la Commune d'Andernos-Les-Bains et le régime indemnitaire ainsi réévalué.

Les frais de déplacement temporaires pour les besoins de la mission de service public seront également remboursés par le syndicat mixte selon les règles prévues dans la fonction publique territoriale.

ARTICLE 6 : Un régime spécifique relatif au temps de travail n'ayant pas encore été défini au sein du syndicat mixte, il est proposé de mettre en œuvre celui propre à la Commune d'Andernos-Les-Bains jusqu'au 31 décembre 2017. Ainsi, les agents communaux mis à disposition du syndicat mixte se voient appliquer les modalités et dispositions relatives au temps de travail en vigueur à la Commune d'Andernos-Les-Bains.

La durée hebdomadaire de travail des agents mis à disposition est de 35 heures.

Les modalités d'organisation de celle-ci peuvent toutefois différer.

Les agents peuvent ainsi opter pour un des dispositifs suivants :

- rythme hebdomadaire de 35h (dispositif général), soit une durée quotidienne théorique de 7h, à laquelle il convient d'ajouter 2 minutes par jour travaillé, au titre de la journée de solidarité,
- rythme hebdomadaire de 39h (dispositif particulier) ouvrant droit à 23 jours de RTT moins la journée de solidarité soit 22 jours

La gestion des droits à congés annuels et des droits à récupération A.R.T.T. est organisée sur l'année civile.

Tout agent en position d'activité à temps complet bénéficie d'un droit à congé annuel de 25 jours pour une année de service accompli du 1^{er} janvier au 31 décembre à prendre avant le 31 Mars année N+1

- Les congés fractionnés : 1 jour de congé supplémentaires pour les agents ayant pris entre 5 et 7 jours entre le 1^{er} mai et le 31 octobre, et 2 jours s'il l'agent a pris au moins 8 jours entre le 1^{er} mai et le 31 octobre.

Des jours de récupération A.R.T.T. sont octroyés à un agent dès lors qu'il a opté pour une durée hebdomadaire de 39h, dûment justifiée par des modalités d'organisation et de fonctionnement à prendre avant le 31 décembre année N.

Les conditions de travail dont notamment l'organisation du travail et l'emploi du temps sont définies par le Directeur du syndicat mixte, en référence aux fiches de poste définissant les fonctions, et conformément au règlement intérieur en vigueur au sein de la structure.

Ces modalités et dispositions relatives au temps de travail sont susceptibles d'évoluer dans le cadre de l'adoption d'un régime spécifique au syndicat mixte.

Conformément à l'article 9 du décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, les agents conservent leurs droits à congés acquis au titre du compte épargne temps. En outre, suite à autorisation conjointe de la collectivité et du syndicat mixte, il est convenu que les agents puissent utiliser leurs droits acquis. La Commune d'Andernos-Les-Bains communiquera donc un état individualisé des droits à congés acquis au titre du compte épargne temps à la date de la mise à disposition des agents, charge au syndicat mixte d'en suivre la consommation et d'informer la Commune d'Andernos-Les-Bains du solde des droits à la fin de la mise à disposition.

ARTICLE 7 : La gestion de la carrière administrative des agents mis à disposition demeure de la compétence de la Commune d'Andernos-Les-Bains (évaluations, commissions administratives paritaires). A cet égard, la carrière des agents mis à disposition continueront à être examinés dans le cadre des Commissions administratives paritaires de promotion annuelles organisées pour les agents communaux. Les décisions prises dans ce cadre interviendront sur la base des entretiens annuels d'évaluation établis selon la procédure en vigueur pour l'ensemble des agents communaux et réalisés par le supérieur hiérarchique direct du Syndicat Mixte de l'agent.

Les autorisations de travail à temps partiel et les demandes de congés formation ainsi que les demandes pour formation syndicale sont octroyées par la Commune d'Andernos-Les-Bains en accord avec le Directeur du syndicat mixte.

Les agents mis à disposition bénéficieront des prestations de formation au même titre que les autres agents de la Commune d'Andernos-Les-Bains.

ARTICLE 8 : Une commission locale de concertation est mise en place au sein du syndicat mixte dès sa création. Elle réunit des représentants du personnel (qu'ils soient en position de mise à disposition ou affectés au syndicat mixte), le directeur ou son représentant. Les représentants du personnel, au nombre du septième entier de l'effectif du syndicat mixte au 1^{er} janvier, sont désignés, parmi le personnel du syndicat mixte.

La commission locale de concertation est présidée par le Directeur du syndicat mixte. Elle se réunit deux fois par an et par saisine exceptionnelle de plus de 50% de ses représentants. Elle traite des questions d'organisation et de fonctionnement du syndicat mixte. Elle se prononce également sur les aspects liés à la sécurité, à l'hygiène et aux conditions de travail.

ARTICLE 9 : L'exercice du pouvoir disciplinaire demeure de la compétence de la Commune qui peut être saisi par le Directeur de la structure des problèmes disciplinaires rencontrés avec les agents territoriaux mis à disposition.

ARTICLE 10 : En cas de dissolution du syndicat mixte, les agents mis à disposition bénéficient d'une réintégration de plein droit au sein des effectifs de la collectivité et les emplois d'affectation seront proposés en cohérence avec les missions prévues dans les statuts particuliers dont relèvent ces agents.

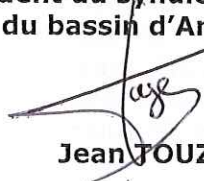
ARTICLE 11 : La présente convention est établie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} Septembre 2017. Elle est renouvelée par tacite reconduction. Elle peut être modifiée, en cours de mise à disposition et à tout moment, par avenant à la demande de l'une ou l'autre partie après consultation du Comité Technique.

ARTICLE 12 : La mise à disposition peut prendre fin à tout moment sur demande de l'agent mis à disposition ou à la demande d'une des deux parties signataires en respectant un délai de 2 mois.

Dans ce cas l'agent sera affecté dans les services de la Commune d'Andernos-Les-Bains sur des fonctions correspondant à son grade. A la fin de sa mise à disposition, si l'agent ne peut retrouver les fonctions qu'il exerçait auparavant au sein de la collectivité, il est affecté dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable, après avis de la Commission Administrative Paritaire.

Fait à Andernos-Les-Bains, le 13 septembre 2017

**Le Président du syndicat mixte des ports
du bassin d'Arcachon,**


Jean TOUZEAU



Le Maire,


Jean-Yves ROSAZZA

